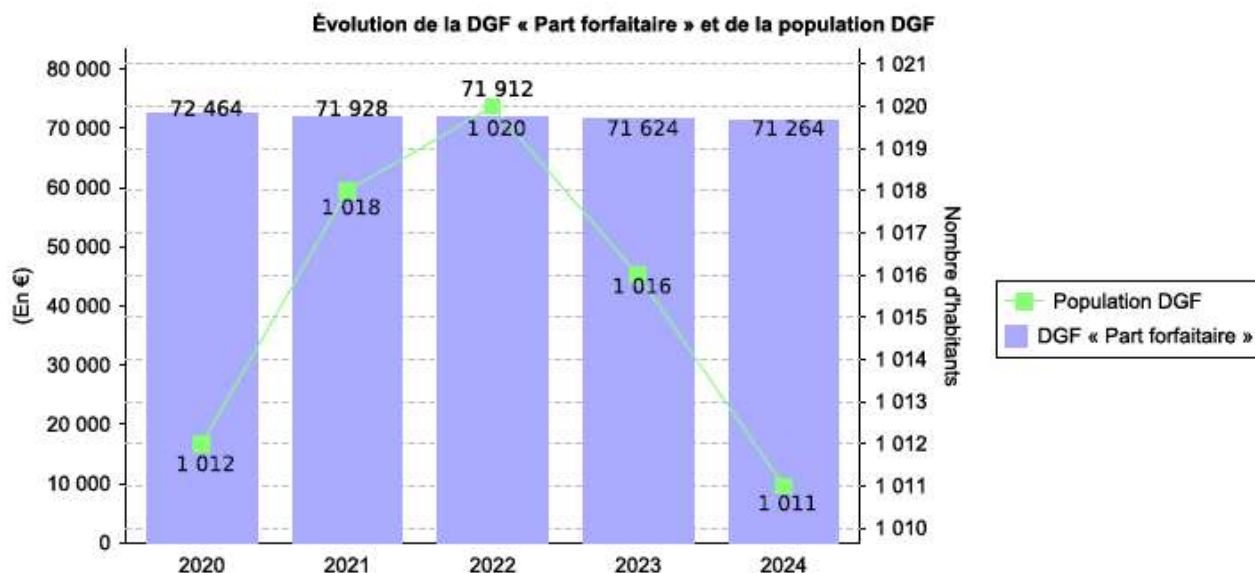


L'origine de cette situation remonte à une configuration structurelle défavorable

Contrairement à d'autres communes de taille comparable, notre commune reste fortement dépendante des recettes fiscales dont les taux sont déjà élevés mais identiques à la moyenne départementale et des dotations spécifiques de l'État, particulièrement de la Dotation Globale de Fonctionnement qui est quasiment inchangée depuis 2020.

La commune, en effet, n'a pratiquement aucune ressource extérieure.

47,2 % des foyers étaient non imposables en 2024.



En outre, il faut souligner le prélèvement depuis 2011 par l'état sur notre fiscalité locale de 37 828 € pour le FNGIR (Fond National des Garantie Individuelle des Ressources) et de 45 244 € pour le COCO (Coefficient Correcteur) en 2024 ...

Nous sommes donc très vulnérables aux évolutions conjoncturelles et aux réformes de la fiscalité locale toutes deux imposées par notre gouvernement. Les réserves de la commune demeurent faibles, ce qui rendra indispensable le recours à l'endettement pour financer tout programme d'investissement significatif. Le recours à un prêt n'est pas en soi un risque financier, dès lors qu'il s'inscrit dans une stratégie maîtrisée de financement et que la capacité de remboursement est assurée. L'endettement doit rester mesuré afin de ne pas détériorer à nouveau les équilibres budgétaires à moyen terme.

Dans une perspective de redressement durable, la stratégie budgétaire devra viser la reconstitution progressive des réserves. Cela implique, au-delà du strict respect de l'obligation d'affectation au compte «1068 »excédent de fonctionnement capitalisé », de prévoir des affectations complémentaires ...

En d'autres termes, une part accrue de l'excédent de fonctionnement devra être systématiquement consacrée au renforcement des fonds propres de la commune. Ce travail de reconstitution du FDR est un processus long, qui nécessitera des arbitrages budgétaires exigeants et une discipline financière constante, année après année pour l'équipe municipale du prochain mandat, alors que le gouvernement menace de geler les concours financiers versés par l'État aux collectivités locales en 2026.

Richard LANDRAUD (1^{er} Adjoint)